

# Lettres de lecteurs

## «Bio Suisse est tombée dans le piège de l'euphorie de la croissance»

À propos de la réorientation du marketing de Bio Suisse

Lors de l'AD de Bio Suisse de novembre dernier, Jürg Schenkel a expliqué à toute vitesse la nouvelle orientation de la marque Bourgeon. Film publicitaire d'une minute présentant une agriculture de Barbie sans contenu et axée sur le label. Tout va vite, tout est en concurrence. Comme si les paysans, les animaux et les plantes étaient une biomasse, une marque. Où restent la véritable transmission, la nécessaire lenteur, la vraie valeur pour trouver réellement les consommateurs? Est-ce que l'élite bio est consciente de ce comportement abrutissant et artificiel? A-t-on oublié que les carottes et les veaux ont toujours besoin de la même durée pour se développer? Qu'est-ce que le gaspillage de cinq millions de francs pour le marketing a encore à voir avec la durabilité et la naturalité (statuts de Bio Suisse)? C'est une fois de plus évident: La connerie ne se fait pas attendre longtemps quand il y a beaucoup d'argent. Contrairement à cela, le projet convaincant de Jörg Reuter de «Grüne Köpfe» n'a pas coûté un franc de publicité. Et lors de sa conférence donnée à l'occasion de l'AD du printemps, Hans Rudolf Herren, de Biovision, trouvait que nous devions être beaucoup plus agressifs contre les forces extérieures en présence: la chimie bâloise, l'office fédéral de l'agriculture, l'agroindustrie. Nous aurions été sur la bonne voie en soutenant l'initiative d'Uniterre pour la souveraineté alimentaire (maintien des petits paysans). Au vu de ces vérités, j'appelle donc le Comité de Bio Suisse à abandonner ce réflexe nauséabond de neutralité et à faire de toute urgence de la place pour une vraie durabilité. Bien que la progression de l'agriculture biologique dans le monde entier reste notre ambition la plus haute, nos «gentils organisateurs» tombent de plus en plus dans le piège de l'euphorie de la croissance. Combien de temps nous fermerons-nous encore à la réalité des catastrophes dues au libre-échange, aux cadeaux fiscaux accordés aux plus riches, etc.?

Donata Clopath, Donat GR

## «La souveraineté alimentaire réveillera la scène politique»

À propos de l'article «Prix équitables», Bioactualités 10/15

Jens Martignoni a été interrogé sur le thème des prix équitables. Sa conclusion: Pour des prix équitables il faut des modifications fondamentales du système économique. Uniterre nous a fait à tous une proposition avec son initiative sur la souveraineté alimentaire. Nous exigeons des possibilités régulatrices à la frontière, réclamons la transparence des marchés, remettons en question le libre-échange avec les marchandises agricoles, voulons un encouragement des structures régionales au lieu des cadeaux fiscaux accordés aux grands groupes. Cette initiative n'est pas un remède miracle mais la promesse que ces

thèmes seront abordés en politique. Uniterre est convaincue que chaque individu peut fortement contribuer à cette «autre économie», mais nous voyons aussi la responsabilité du gouvernement. Pourquoi les coûts de la santé explosent? Parce que la politique agricole se contente de gérer les paiements directs alors que le système actuel nous rend malades. Et toute la planète avec nous. Le concept de la souveraineté alimentaire prône une autre économie, futuriste pour les uns, irréaliste pour les autres. Cette initiative ouvre un débat national sur des modifications fondamentales du système économique. Donnez à cette discussion une bonne base et contribuez à sa réussite par votre signature. Tout dernier délai d'envoi: 29 février. Autant dire après-demain. Informations et formulaires de signatures sur le site internet [www.souverainete-alimentaire.ch](http://www.souverainete-alimentaire.ch).

Ulrike Minkner, Uniterre, Montsoleil BE

## «L'image de marque c'est bien, l'efficacité c'est mieux»

À propos des nouvelles directives pour les vaches laitières

Lors de l'atelier du 30 octobre 2015 à Olten sur l'alimentation des ruminants, une partie des participants a soutenu des solutions qui se devaient d'être les plus naturelles possible pour des motifs «idéologiques» et d'«image» à l'égard des consommateurs. Ces gens plébiscitaient une alimentation à base de 100 pourcent d'herbe basé sur un système de vaches laitières avec un potentiel de rendement de 5500 à 6000 kg de lait par année. D'autres participants trouvaient que l'«efficacité» de la production est plus importante que les autres aspects. Ceux-là vilipendaient un système de production qui autorise les concentrés et le silo de maïs pour arriver à un potentiel de production de 7500 à 8000 kg de lait par vache et par année. Or la différence entre ces deux variantes n'est en fait pas si grande que ça. Il faut remettre les choses dans les bonnes perspectives. Après avoir soupesé tous les intérêts en présence, le système avec un potentiel de production laitière de 7500 à 8000 me semble être le meilleur compromis. La vache à 8000 se trouve à l'optimum de son «efficacité» parce qu'elle émet moins d'ammoniac, de méthane et de CO<sub>2</sub> par kilo de lait et qu'elle a besoin de moins d'énergie grise (bâtiments, transports) qu'une vache à 6000. La pratique montre clairement qu'une petite complémentation avec des concentrés peut améliorer l'efficacité de toute la ration. La place vache est très chère en Suisse par rapport à l'étranger (bâtiments, terres, main-d'œuvre). Une production de 8000 kilos par vache permet de diminuer les coûts de production du kilo de lait et d'améliorer le revenu de la famille paysanne. Conclusion: La mesure sur laquelle on louche – interdire les concentrés dans la production de lait bio – me semble totalement inadéquate et injuste. Tant qu'à devoir modifier le système actuel, il vaudrait mieux déterminer une proportion minimale de fourrages grossiers de sa propre ferme afin de limiter les importations.

Romain Beuret, Courchapoix JU

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs à [lettredellecteur@bioactualites.ch](mailto:lettredellecteur@bioactualites.ch). Vous voudrez bien envoyer vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis!» à [redaction@bioactualites.ch](mailto:redaction@bioactualites.ch). Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis!» sont payées 150.–.

# Lettres de lecteurs

## «La montagne fournit des denrées alimentaires»

Lettre ouverte à Agroscope à propos de la fermeture du site de recherche de la Frétaz

*Vous avez décidé de mettre fin aux essais agronomiques à la Frétaz d'ici fin 2018 au plus tard. Sachant qu'il s'agit là du seul site de recherche en Europe à cette altitude (1200 m), cette décision m'agace. Certes, la politique agricole actuelle (PA 2014-17) incite la montagne à «produire» avant tout de l'écologie. Mais est-ce que ce sera encore le cas lorsque nous aborderons la PA 2054-57? Il y aura d'ici là plus d'un milliard de bouches en plus à nourrir sur notre planète, et, allez savoir, peut-être que tout d'un coup on se rappellera de la fonction nourricière que la montagne avait par le passé? Ce seraient des raisons financières qui vous obligent à concentrer vos activités de recherche. Mais en même temps vous n'hésitez pas à dépenser des centaines de milliers de francs pour des essais avec des OGM dont ni les consommateurs ni l'agriculture suisse ne veulent. Est-ce que votre mission est de servir l'agriculture suisse ou bien de détruire et de gaspiller l'argent du contribuable destiné à la recherche agricole? L'agriculteur de montagne a pourtant le droit de profiter d'une recherche qui tient compte des spécificités liées à l'altitude, et il refuse de voir son rôle réduit à la seule fonction de paysagiste de Heidi!*

Maurus Gerber, La Sagne/Ste-Croix VD

## «Rendre la PLVH obligatoire est mauvais pour Bio Suisse»

À propos de l'idée de la participation obligatoire au programme PLVH

*Le programme fédéral de production de lait et de viande basée sur les herbages (PLVH) est à première vue taillé sur mesure pour les fermes bio. Ce qui est vrai au premier coup d'œil pour la plupart des producteurs ne l'est en fait pas pour tous. Rendre la PLVH obligatoire signifie pour nombre de fermes bio l'obligation d'intensifier la production animale et d'acheter le plus possible de fourrages. Les domaines bio polyvalents qui ont réussi à intégrer la culture difficile du maïs d'ensilage dans leur rotation sont les plus touchés. Même le FiBL confirme que le maïs peut être très positif pour les rotations culturales des fermes bio et qu'il est écologiquement meilleur que sa réputation.*

*Les domaines de ce genre – y compris des pionniers bio – renoncent volontiers à la PLVH pour ne pas démolir leur équilibre entre production animale, herbages et grandes cultures adaptés aux conditions locales, véritable stratégie d'entreprise mûrement réfléchie sur le plan écologique et développée au fil des décennies voire des générations avec une rotation culturale qui marche bien et les investissements à long terme dans les équipements et le machinisme correspondants. S'ils sont contraints à passer à la PLVH et à diminuer la proportion de maïs dans l'affouragement à cause d'une décision de Bio Suisse totalement inutile et qui ne*

*lui apporte absolument aucun avantage, il ne leur restera plus qu'à assurer leur production animale en achetant les fourrages grossiers nécessaires, par exemple de la luzerne importée. Est-ce que ça va vraiment dans le sens de Bio Suisse?*

*Je ne suis personnellement pas touché, mais, en tant que président de Bio Nordwestschweiz, je crains énormément qu'une telle décision purement idéologique puisse devenir le début d'un éclatement de Bio Suisse. Prendre un tel risque pour quelque chose d'inutile serait à mon avis politiquement irresponsable pour Bio Suisse. Le Comité de Bio Suisse semble l'avoir reconnu et il propose à l'AD du 13 avril une alternative à la PLVH obligatoire qui – ce qui est écologiquement bienvenu – redonne de l'importance à la responsabilité personnelle. Le Comité mérite d'être totalement soutenu dans cette démarche. Toutes les tentatives de rendre la PLVH obligatoire au sein de Bio Suisse doivent être résolument rejetées pour des motifs écologiques et éthiques.*

Felix Lang, Président de Bio Nordwestschweiz, Lostorf SO

## «Affouragement à base d'herbe: Pure idéologie, vraiment?»

À propos de la stratégie pour l'alimentation des ruminants

*Romain Beuret écrivait dans sa lettre de lecteur publiée dans le dernier Bioactualités qu'une partie des participants à l'atelier sur l'alimentation des ruminants trouvaient que l'affouragement devait être le plus naturel possible pour des motifs «idéologiques» et d'«image» à l'égard des consommateurs. Ceux qui pensent que l'affouragement à base d'herbe n'est tout au plus qu'une idéologie bonne pour l'image occultent la réalité car la vache à 8000 kg prônée par Romain Beuret a besoin de plus qu'une «petite complémentarité avec des concentrés». Les 10 pourcents de concentrés autorisés représentent pour 31 vaches 25 tonnes d'aliments par année – essentiellement du soja importé pour compenser la richesse en énergie du silo de maïs. L'exigence d'une «proportion minimale de fourrages grossiers de sa propre ferme afin de limiter les importations» parle d'elle-même. On veut serrer la vis pour les fourrages grossiers et tout laisser tel quel pour les concentrés alors qu'ils sont en grande partie importés et qu'ils concurrencent directement l'alimentation humaine. Affourager des concentrés et appeler en même temps à une limitation des importations revient à scier la branche sur laquelle on est assis (continue de scier, je ne suis pas assis dessus...). De nombreux facteurs influencent l'évaluation de l'efficacité. Considérer seulement la vache est insuffisant. Utiliser des terres arables pour nourrir des ruminants est un si mauvais principe qu'il faut d'urgence définir certains points de repère pour éviter que le bilan continue de se détériorer et que la production laitière soit encore plus mise sous pression là où ne pousse que de l'herbe.*

Res Bärtschi, Paysan Bourgeon, Lützelflüh BE  
Président de la CLA de Bio Suisse (précision de la rédaction)

Envoyez vos lettres de lecteurs à [lettredelecteur@bioactualites.ch](mailto:lettredelecteur@bioactualites.ch). Vous voudrez bien envoyer vos idées de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis!» à [redaction@bioactualites.ch](mailto:redaction@bioactualites.ch). Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis!» sont payées 150 francs.

# Lettres de lecteurs

## «Le jaune de l'œuf»

Lettre de lectrice sur la couleur du jaune d'œuf, Bioactualités 2/16

*Il y a un moyen tout simple qui permet que les poules forment des jaunes d'œufs bien jaunes même en hiver: Je leur donne dans le jardin d'hiver de la fleur de foin que je trouve dans le fenil. Les avantages de cette fleur de foin sont évidents: pas de frais, pas de transports, aliment de la ferme, cycle fermé, et les poules ont quelque chose à gratter, quel plaisir! Désavantages: Personne n'y gagne quoi que ce soit, les jaunes sont seulement jaunes et pas jaune-orange, la méthode est trop simple pour attirer l'attention de la recherche et des très gros producteurs d'œufs... Que tous les lecteurs et lectrices se régaler de bons œufs bio!*

Claudia Capaul,  
Paysanne bio, Perrefitte BE

## «Le FiBL recommande la castration?»

Lettre de lecteur au sujet d'un cours du FiBL sur l'élevage des remontes d'engraissement

*Castrer les porcs peut avoir une certaine utilité, mais il y a aussi d'autres solutions. Je pense que les fermes Bio Suisse doivent chercher du côté de ces solutions. J'ai suivi récemment un cours du FiBL sur l'élevage des remontes d'engraissement dans les fermes laitières. Et qu'est-ce qu'on y recommandait? Je n'en croyais pas mes oreilles: la castration des veaux mâles! J'en suis resté sans voix – et d'ici que je me remette le cours était fini. La castration des bovins est une affaire de mode – il n'y a pas si longtemps qu'on ne jurait que par l'engraissement des taurillons! Non content de ça, l'engraissement des bœufs est encouragé par Bio Suisse avec un soutien de 15 000 francs! L'engraissement des taurillons ne pose en fait pas de problème puisque leur viande ne pue pas. Les taureaux croissent aussi plus vite, et selon mon expérience on peut engraisser de belles bêtes en un temps raisonnable avec de l'herbe et du foin. Il n'y a donc aucune justification pour la castration. Un collègue allemand qui participait au cours m'a confirmé qu'il ne peut plus se permettre d'engraisser des bœufs en Allemagne! L'exposé final d'Eric Meili nous a encore bien expliqué que la tendreté de la viande dépend essentiellement de la manière dont l'abattage, le dépeçage et le traitement ultérieur des carcasses sont conçus et menés, ce qu'il a d'ailleurs prouvé par des études et des mesures qu'il a financées lui-même! Il a atteint des valeurs de rêve pour la tendreté de la viande avec ses bovins engraisés avec 100 pourcent d'herbe et de foin, ça m'a impressionné! Je suis donc d'avis que la castration des veaux n'a rien à faire en agriculture biologique et que les responsables devraient se mettre immédiatement à chercher des solutions sans castration avant que cela fasse les unes des médias!*

Christian Schwarz,  
Tägerwil TG

## Les œufs bio et la couleur du jaune

Lettre de lecteur sur la couleur du jaune d'œuf, Bioactualités 2/16

*Un œuf sur quatre est bientôt bio. La production d'œufs est existentielle pour plus de 200 fermes bio qui l'ont développée à coups de gros investissements. Notre moulin bio a participé activement au développement des œufs Bourgeon et un œuf bio sur trois est pondu grâce à nos aliments. La couleur du jaune d'œuf est influencée par la poudre de paprika, mais aussi par le maïs, la farine d'herbe et la lumière, et elle a quelque chose à voir avec le stockage des caroténoïdes. Nous prélevons chaque semaine des œufs chez cinq producteurs bio pour examiner la couleur des jaunes. Les aviculteurs sont avertis si la couleur du jaune est trop claire avec notre aliment car cela signifie que leurs poules courent un risque sanitaire. Les poules bio doivent être en bonne santé pour pondre des œufs avec des beaux jaunes, et les œufs avec des jaunes trop pâles viennent de poules qui ont du plomb dans l'aile. L'interdiction du Capsantal, un produit conventionnel, doit être acceptée. Mais l'affirmation publiée par le dernier Bioactualités qu'il faut accepter et même préférer des jaunes d'œufs clairs parce que c'est l'habitude dans les pays plus au nord suscite l'incompréhension. Les producteurs (non bio) hollandais et allemands reçoivent six cents par œuf. Là c'est bien clair qu'il n'y a pas de place pour le bien-être des animaux et la qualité de leurs aliments. Si la CLTC arrive à faire passer son objectif d'interdire dans les aliments fourragers les ingrédients et additifs qui ont exclusivement un effet colorant, ce serait une mauvaise décision avec des conséquences imprévisibles si elle touchait aussi le paprika bio:*

- *La couleur des jaunes d'œufs bio varie beaucoup plus que celle des œufs conventionnels parce que les aliments bio ne contiennent plus d'amidon de maïs.*
- *La couleur du jaune d'œuf varie fortement d'un producteur à l'autre et dépend aussi des saisons et de l'âge des poules.*
- *Il faudra pouvoir expliquer aux consommatrices pourquoi les œufs conventionnels sont plus beaux.*
- *Il manquera le principal indicateur qui permet de vérifier la santé et les problèmes de verminoses des poules.*

*Notre moulin fait en ce moment des essais avec différentes poudres de paprika. Les résultats sont positifs. Le paprika n'est pas seulement un colorant: Il revêt comme toutes les denrées alimentaires de nombreuses fonctions et de nombreux aspects sanitaires. Notre moulin considère que l'interdiction du paprika Bourgeon serait une erreur grossière qu'il n'acceptera pas et n'appliquera pas. Le secteur bio ne veut ni ne peut se permettre une telle ergoterie qui ne causerait que des dégâts, ne profiterait à personne et aurait des conséquences incalculables. Nous nous sentons responsables – à l'égard de nos clients comme des consommateurs – de proposer des produits bio à la fois bons et sains qui offrent des plus-values réelles.*

Albert Lehmann, Biomühle Lehmann, Birnenstorf AG

Lire cette lettre de lecteur in extenso

dans sa version originale en allemand:

→ [www.bioaktuell.ch](http://www.bioaktuell.ch) > Zeitschrift > Leserbriefe

Envoyez vos lettres de lecteurs à [lettredelecteur@bioactualites.ch](mailto:lettredelecteur@bioactualites.ch). Vous voudrez bien envoyer vos idées de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis!» à [redaction@bioactualites.ch](mailto:redaction@bioactualites.ch). Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis!» sont payées 150 francs.

# Lettre de lecteur

## «Les taureaux non castrés ne peuvent pas être engraisés au pâturage»

Réponse à la lettre de lecteur «Le FiBL recommande la castration?»  
de Christian Schwarz parue dans le Bioactualités 3/2016

Christian Schwarz s'indignait dans sa lettre de lecteur que des veaux mâles soient castrés même en agriculture biologique. Nous souhaitons expliquer pourquoi nous trouvons que la castration est défendable et nécessaire dans l'engraissement au pâturage.

- Le Cahier des charges de Bio Suisse ne dit rien sur la castration à part que si on castré, il faut le faire sous anesthésie et en respectant toutes les prescriptions de la protection des animaux et en remplissant tous les registres nécessaires. Le texte se trouve dans le Cahier des charges (CDC), Partie II, art. 4-5.4 «Interventions zootechniques».
- En plus du programme SRPA, les bovins Bourgeon doivent aller au pâturage. Sont exemptés du pâturage obligatoire les veaux mâles et femelles jusqu'à l'âge de 160 jours, les taureaux et les veaux d'engraissement (voir CDC, Partie II, art. 6.1.1 «Conditions d'élevage»). Le Cahier des charges de Bio Suisse permet donc sans autre d'engraisir des taureaux et de ne jamais les mettre au pâturage – exactement comme dans l'engraissement conventionnel. Avoir des hordes de taureaux au pâturage ne serait possible qu'avec de (vraiment très bonnes) clôtures massives et extrêmement résistantes. Il ne doit en outre pas y avoir de génisses ni de vaches dans les environs – et surtout pas dans le même pâturage. Le problème des génisses involontairement portantes est bien connu.
- Les contacts avec les taureaux sont dangereux.
- Il n'y a pas de créneau pour de la viande de taureau sur le marché bio. Sauf pour le Naturabeef, mais la majorité des bêtes sont tout de même castrées pour les raisons mentionnées ci-dessus.

- Les taureaux doivent être abattus assez jeunes car ils ne peuvent être vendus qu'au prix du bœuf à saucisse dès que la première pelle apparaît. Contrairement à celle des bœufs et des génisses, la viande des taureaux qui ont déjà des pelles est grossièrement fibreuse et dure, et même le meilleur rassissement de la viande n'y changera pas grand-chose!
- Les taureaux ont un accroissement journalier supérieur à celui des bœufs et des génisses, mais seulement s'ils sont enfermés en stabulation. Au pâturage c'est le contraire.
- Aucun alpage ne prend des taureaux en estivage.
- Les organisations de protection des animaux recommandent de castrer les animaux domestiques. Si les prescriptions de la protection des animaux sont respectées, il n'y a pas de différence entre castrer des chiens, des chats ou des veaux. Et chez les bovins on ne castré que les mâles!

Résumé: Le fait que les veaux mâles soient castrés leur permet de passer l'été au pâturage et à l'alpage sans stress et avec des congénères femelles. Et les bœufs sont même en règle générale plus calmes et conciliants que les génisses qui, elles, «taurillonent» toutes les trois semaines.

Franz J. Steiner, Daniel Böhler, Eric Meili,  
Service de conseils du FiBL

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs à [lettredellecteur@bioactualites.ch](mailto:lettredellecteur@bioactualites.ch). Vous voudrez bien envoyer vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis!» à [redaction@bioactualites.ch](mailto:redaction@bioactualites.ch). Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis!» sont payées 150.–.

## BIO Actualités

- Je m'abonne au Bioactualités pour une année, 10 numéros, Fr. 53.– / étranger Fr. 67.–
- J'aimerais un exemplaire d'essai gratuit du Bioactualités
- J'aimerais recevoir la newsletter gratuite du Bioactualités
- Je suis en formation et reçois le Bioactualités au tarif réduit de Fr. 43.– par année (seulement en Suisse, au max. 3 ans). Prière de joindre un justificatif.

Prénom / nom	
Adresse	NPA / localité / pays
Courriel	
Date	Signature

## «Les enfants dessinent les vaches avec des cornes»

Lettre de lecteur au sujet des dessins d'enfants pour le concours du jubilé du Bioactualités (Bioactualités 4/2016)

*Je suis bien heureux que les enfants dessinent la vache du futur avec des cornes. À moins que la maman ait dit: «Tu dois encore dessiner des cornes, sinon on ne voit pas que ce sont des vaches!»*

Armin Capaul, Initiateur de l'Initiative pour les vaches à cornes, Perrefitte BE

## «Bio: réservé aux fans de high-tech?»

Extraits d'une lettre ouverte au directeur du FiBL Urs Niggli à propos du document de réflexion «Bio 3.0 – Avec le bio vers une agriculture moderne et durable»

Cher Urs,

*Si nous voulons que le bio augmente en Suisse nous devons rendre l'agriculture biologique attractive pour la jeune génération paysanne. La robotisation est à portée de main pour la génération des «digital natives». Bio 3.0 est donc logique*

*sur ce point et correspond tout à fait à la tendance principale. Cette tendance principale mène cependant l'agriculture dans plusieurs sortes d'impasses. Le plus irritant dans votre vision du bio 3.0 est peut-être pour moi le fait que l'agriculture doive chercher son salut dans une logique industrielle. D'un côté la production de denrées alimentaires comme terrain de jeu pour des fans du high-tech et de l'autre une belle façade. Les «paysans» qui produisent des émotions ou exploitent des jardins naturels comme parcs de loisirs pour une clientèle urbaine qui peut se le permettre. Une conception qui – sauf votre respect – me fait vomir. Je doute fortement qu'il soit possible d'amener l'agroindustrie sur la voie biologique. Car la voie industrielle que vous voulez emprunter ne peut pas marcher sans l'industrie. Or c'est une voie où la récupération et les compromis boiteux guettent à chaque tournant.*

*À titre de rappel: Il y eut une fois un Rapport mondial sur l'agriculture. Tu le connais certainement mieux que moi. Il ne contient à ma connaissance rien qui dise qu'une industrialisation de l'agriculture puisse nourrir le monde.*

*Comme tu le sais peut-être, je milite pour la souveraineté alimentaire. L'initiative en question se situe nettement en travers de la tendance principale mentionnée plus haut. Elle est le contraire du libre-échange et exige une agriculture à petite échelle et diversifiée au profit de la population locale.*

*Il y a depuis quelques années de plus en plus de domaines agricoles qui se basent sur une collaboration directe entre les consommateurs et les producteurs – que ce soit une plateforme commerciale comme la coopérative Con Pro Bio ou des fermes cogérées comme c'est souvent le cas des initiatives d'ACP (agriculture contractuelle de proximité). Ces concepts permettent à beaucoup de gens de se rapprocher des denrées alimentaires et de codécider comment elles sont produites.*

*Je ne peux (et peut-être ne veux) pas vraiment croire à ce beau nouveau monde où nous ne devrions plus faire le dos rond. Du moins pas tant que nous n'avons pas de concept au sujet de ce que nous pensons faire à la place du travail. Et aussi parce qu'on continue de parler de relever l'âge de l'AVS. Avec pour conséquence prévisible que de plus en plus de gens finissent à l'aide sociale ou dans une autre forme de précarité.*

*Demeure le dilemme stratégique entre le progrès technique possible et l'évolution souhaitable de la société. Il est aujourd'hui fréquent de croire que la technique permettra de résoudre les problèmes en suspens. Le problème est dans sa répartition et dans l'inégalité du pouvoir d'achat des populations des différents pays du monde. La déshumanisation du travail ne contribuera – malheureusement – pas à résoudre le problème.*

*Avec mes salutations les meilleures,*

*Samuel Spahn, Ferme Bio Fondli, Dietikon ZH*

Version complète (en allemand) de cette lettre ouverte

→ [www.bioaktuell.ch](http://www.bioaktuell.ch) > Zeitschrift > Leserbriefe

Document de réflexion sur le Bio 3.0

→ [www.bioactualites.ch](http://www.bioactualites.ch) > Formation > Bio 3.0

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs à [lettredelecteur@bioactualites.ch](mailto:lettredelecteur@bioactualites.ch).

Vous voudrez bien envoyer vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis!» à [redaction@bioactualites.ch](mailto:redaction@bioactualites.ch). Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis!» sont payées 150.–.



## Éviter le risque d'acidose

UFA-Alkamix ready

- soutient le pH ruménal
- stimule la transformation des nutriments par la flore microbienne
- induit une meilleure ingestion de fourrage grossier
- minimise le risque de troubles métaboliques

Aliment du mois

Rabais de Fr. 15.–/100 kg  
jusqu'au 16.07.16

[ufa.ch](http://ufa.ch)

Dans votre  
**LANDI**

ACTION

# Lettres de lecteurs

## Contre l'ouverture du marché du lait

À propos du contre-projet du Conseil fédéral à l'initiative de l'USP

Notre ministre de l'économie et «son» OFAG plaident pour l'ouverture des marchés et la libéralisation de l'économie. Ils font preuve d'un tel opportunisme que les paysannes et les paysans en sont abattus. Découragés d'essayer de se faire entendre. Énergie et ressources sont mobilisées par les différentes initiatives populaires. L'OFAG a déjà clairement défini l'orientation pour l'après PA 14-21: Libéralisme forcené, suppression des protections douanières et des aides à l'exportation. L'orientation de la PA 14-21 prépare la voie de l'ouverture du marché: moins de contributions pour les exploitations de plaine afin d'accélérer la mutation structurelle et davantage pour celles de montagne à cause de l'entretien du paysage. Même le contre-projet

à l'initiative de l'USP fait partie de l'arsenal pour piéger les paysans. Le Conseil fédéral surfe sur la vague émotionnelle du débat sur la sécurité alimentaire pour présenter un concept super-sécuritaire garanti par le libre-échange. Sans se préoccuper du refus croissant de la production agro-industrielle dans l'opinion publique. Le libre-échange ne peut cependant que nous apporter davantage de produits de mauvaise qualité, de maltraitance des animaux, de pollution de l'environnement et de gaspillage de l'énergie et des ressources. L'enjeu réel n'est pas seulement la souveraineté alimentaire de la Suisse mais la lutte mondiale contre un libéralisme effréné cause d'instabilité généralisée. Nous pouvons nous y opposer en luttant contre l'ouverture de la ligne blanche – le marché laitier.

Paul Sautebin, La Ferrière,  
Section Jura et Jura bernois d'Uniterre

## Je vous le dis

### Le succès sera sans OGM!

Après 15 ans je viens de renoncer à ma présidence du Groupe suisse de travail sur le génie génétique SAG. Malgré nos succès, pas question de nous reposer sur nos lauriers. Car la question épineuse de savoir si nous voulons investir dans un système de production écologiquement et économiquement durable se repose après 15 ans. Il s'agit rien moins que du devenir des plantes et de l'agriculture. Plus précises et beaucoup moins chères, les nouvelles méthodes de manipulations génétiques comme CRISPR/Cas ou ZFN ne cessent de progresser. Elles déplacent les gènes à l'intérieur d'une espèce, les échangent, modifient, suppriment, activent et désactivent à volonté – et en implantent des artificiels. Le procédé «Gene-Drive» plante même des mécanismes tueurs capables d'exterminer une espèce entière. La sélection se fait toujours plus en laboratoire alors même qu'on ne sait toujours rien de l'épigénétique et des interactions génétiques entre les plantes et l'environnement!

Il y a actuellement en Suisse et dans l'UE des débats houleux sur le degré de régulation de ces nouveaux procédés transgéniques. C'est comme toujours: les partisans de l'industrie chimique préfèrent qu'on ne régule rien. Les spécialistes indépendants critiques, le SAG, la Commission d'éthique de la Confédération et les organisations spécialisées conseillent de soumettre d'urgence les nouveaux procédés à la Loi sur le génie génétique et donc au principe de précaution.

C'est dans ce champ de tensions que le Plant Science Center de l'EPFZ et des universités de Bâle et de Zurich ainsi que le Collegium Helveticum ont organisé récemment un symposium du dialogue vert («Fachtagung Dialog Grün»). Thème: Les nouvelles technologies dans la recherche sur les plantes – une alternative aux produits phytosanitaires? Ce n'est qu'une fois sur place qu'on a su qui étaient les sponsors: la multinationale Syngenta, le lobby Scienceindustries et l'Office fédéral de l'agriculture OFAG, qui s'est d'ailleurs exprimé à

cette occasion sans aucun esprit critique au sujet des nouvelles techniques. Au lieu de rester neutre et de représenter la stratégie-qualité et le moratoire sur les OGM décidé par les politiques, l'OFAG se fait donc ainsi le porteur d'eau de l'industrie dans un contexte politique plus que délicat.

Se pose donc d'urgence la question de savoir où la Suisse veut aller après plus de 15 ans de production non transgénique. Pour moi tout est clair: Nous voulons continuer d'investir dans une agriculture et un secteur agroalimentaire distingués par

l'exclusion des manipulations génétiques, l'écologie, le bien-être des animaux, la biodiversité, des familles paysannes novatrices, une recherche moderne en agriculture biologique et une sélection végétale réellement écologique.



Maya Graf,  
Paysanne bio,  
Sissach BL,  
Conseillère nationale  
des Verts,  
Présidente du SAG  
jusqu'en juin 2016

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs à [lettredellecteur@bioactualites.ch](mailto:lettredellecteur@bioactualites.ch). Vous voudrez bien envoyer vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis» à [redaction@bioactualites.ch](mailto:redaction@bioactualites.ch). Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis» sont payées 150.–.

# Lettres de lecteurs

## Lettre ouverte au Conseiller fédéral Schneider Ammann

Monsieur le Conseiller fédéral,

Je viens de lire un article très intéressant voire courageux concernant la volonté du Conseil fédéral de diviser par deux l'utilisation des pesticides et autres produits phytosanitaires dans l'agriculture suisse. Enfin une initiative est prise au plus haut niveau politique suisse. Cette volonté va certainement dans le bon sens, car elle diminuerait les risques concernant la santé, l'environnement et des coûts de production de l'agriculture.

La Suisse devrait en effet s'adjuger un rôle pilote ou précurseur dans l'agriculture durable – au niveau mondial si possible, mais en tout cas au niveau européen! C'est pour cette raison que notre pays devrait prendre le chemin de l'agriculture biologique, c'est-à-dire ne plus permettre l'utilisation de pesticides ni de produits phytosanitaires mais imposer l'agriculture biologique à 100%. Le fait de tout produire en bio ferait diminuer de façon importante les prix et rendrait l'alimentation biologique accessible à la majorité de la population suisse.

Le FiBL (l'Institut de recherche de l'agriculture biologique à Frick) a réalisé de nombreuses études sur les justifications de l'agriculture Bio et peut vous être de bon conseil en la matière!

Je vous demande de traiter ce sujet au plus haut niveau, c.-à-d. au sein du Conseil fédéral.

Dans l'attente de votre réponse, recevez, Monsieur le Conseiller fédéral, mes salutations les meilleures.

Giovanni Lurati, Prilly VD

## «La manière dont un animal meurt est importante»

Sur le thème de l'abattage au pâturage

Je salue l'introduction de l'abattage au pâturage en Suisse. Vu que l'âme des animaux continue aussi de vivre après leur abattage, la manière dont ils meurent a de l'importance. Quand les animaux subissent une peur panique (dans les abattoirs) et un choc, leur âme ne peut pas aller là où elle doit. Les abattoirs grouillent donc d'âmes prisonnières de la terre qui augmentent encore la peur des animaux vivants et détériorent d'ailleurs aussi le climat de travail des humains. Or il n'y a jamais ces conséquences négatives sur le plan énergétique quand un animal peut mourir tranquillement et que son propriétaire procède à son abattage avec calme et respect. Alors il faut préférer produire moins de viande et tout faire pour qu'elle soit de la plus haute qualité possible à tout point de vue.

Claudia Schmidli, Flawil SG  
Thérapeute chamanique  
pour les animaux et les humains

# Je vous le dis

## «Il nous faut d'urgence une race de porc vraiment bio»

Nous sommes encore loin d'avoir atteint pour les cochons ce que nous avons réussi pour les bovins: développer une sélection bio indépendante. Les porcs bio sont certes installés dans des stabulations respectueuses des animaux, sont moins poussés et reçoivent des aliments bio, mais les races sont les mêmes. Conséquences: Nombres exagérés de porcelets, animaux pas assez résistants, trop de médicaments. Rien d'étonnant puisque ces races sont sélectionnées depuis des décennies dans des systèmes purement conventionnels et ont besoin d'acides aminés de synthèse, de porcheries stériles et d'énormément de céréales. Je suis convaincu que nous pouvons vendre à nos consommateurs une bien meilleure prestation: cochons en petits groupes sur des pâturages intégrés dans la rotation des cultures, qui peuvent ainsi vivre leurs comportements naturels et dont la viande se démarquera nettement sur le marché. Depuis que j'ai des cochons sur mon domaine Bourgeon et Demeter, je peux me réjouir d'une forte demande et d'une production à la fois rentable et respectueuse des animaux. Il est juste dommage que je ne puisse pas le faire avec une race bio qui valoriserait encore mieux les avantages naturels de la production bio. En Allemagne, des paysans bio travaillent avec du Porc tacheté de Bentheim ou du Porc fermier de Schwäbisch Hall. Or importer ces races résistantes est pratiquement impossible pour une personne seule à cause des obstacles administratifs. Le FiBL et Bio Suisse connaissent le problème – mais sans être vraiment conscients de sa portée. C'est pourquoi j'utilise ce canal pour leur envoyer mes meilleures salutations avec cet appel:

Demandez-vous comment nos cochons mériteront encore leur qualificatif de bio dans dix ans. Nous avons besoin d'une sélection bio pour avoir des cochons robustes, en bonne santé, qui nécessitent peu de concentrés et qui en pâturant dans nos champs bio montrent clairement aux consommateurs que oui, ici c'est une ferme bio!  
Sincèrement vôtre,  
Fritz Sahli



Envoyez-nous vos lettres de lecteurs et vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis» à [redaktion@bioaktuell.ch](mailto:redaktion@bioaktuell.ch). Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis» sont payées 150 francs.

# Lettre ouverte

## «Nous voulons une position claire!»

Lettre ouverte à Bio Suisse sur le thème du «TTIP»

Selon l'étude de la CISA (Communauté d'intérêt pour le secteur agro-alimentaire), un accord de libre-échange trilatéral entre la Suisse, l'UE et les États-Unis (TTIP) causerait aux paysans-ne-s suisses des pertes de 587 millions par an, énormes mais pas mortelles. Parmi les membres de la CISA, aux côtés de Nestlé, Migros et Economiesuisse on trouve également des organisations agricoles comme IP Suisse, Bio Suisse, Suisseporcs et Vache Mère Suisse. Elles demandent des mesures d'accompagnement en cas d'ouverture du marché comme la compensation des salaires et des coûts de construction plus élevés. Cela n'est pas suffisant!

Bio Suisse parle ainsi dans le «Schweizer Bauer» du 27.8.2016 d'une augmentation des importations de céréales bio: «Le TTIP fournira une protection douanière notamment aux produits sensibles et nous ne voyons pas pourquoi il faudrait justement l'abolir pour les céréales. De plus, l'élargissement de l'offre de produits bio grâce aux importations permettra de rendre le Bio plus attrayant pour un plus grand nombre de consommateurs.»

Cette vision est stupéfiante. Qui donc Bio Suisse courtise-t-elle? Tout le monde sait bien que le commerce en profitera alors que les paysannes et paysans seront le plus durement touchés. Avec plus d'aliments à moindre prix – y.c. des produits bio – la pression sur la production suisse augmentera massivement.

Une chose est claire: la protection de l'environnement n'est pas compatible avec plus de libre-échange. Une pression concurrentielle accrue aura inévitablement des conséquences négatives sur l'environnement, le bien-être des animaux et des personnes, ainsi que sur la qualité des aliments – ici et partout dans le monde. Par conséquent, c'est une trahison de la vision du Bio.

Exemples de ce qui est en jeu:

- Régionalité: La législation américaine ne reconnaît pas les indications géographiques. Par contre, l'UE préconise des systèmes de protection indépendants et étatiques pour les indications géographiques.
- Prix agricoles: La pression sur les prix augmentera massivement avec un accord TTIP. Même le ministère US de l'Agriculture prévoit des prix plus bas pour les agriculteurs de l'UE. Selon l'étude de la CISA susmentionnée, les prix chuteront de 44 % (blé), de 42 % (porc), de 27 % (bœuf) et de 29 % (volaille).
- Les États-Unis exercent une forte pression pour «harmoniser» les normes européennes, c'est-à-dire pour les assouplir dans leur intérêt (p. ex. viande aux hormones, OGM, pesticides).

Nous exigeons de Bio Suisse un positionnement clair contre ces méga-accords de libre échange et une vision claire allant plus loin que le bord de l'assiette biologique, car c'est toute l'agriculture qui est concernée et cela ne devrait pas nous laisser indifférents! Maintenant c'est au tour des délégué-e-s de modérer les appétits commerciaux de Bio Suisse.

Des paysannes biologiques et des employées agricoles:  
Eveline Buchwalder, Regula Imperatori, Elsbeth Arnold,  
Eva Schöni, Monika Gerlach, Donata Clopath, Rahel Kilchsperger,  
Ulrike Minkner, Tabea Mürger, Berthe Darras,  
Wendy Peter, Christine Hürlimann, Stefanie Schenk

# Je vous le dis

## Fais quelque chose de bien et dis-le

Notre ferme du Haldihof a la chance de pouvoir travailler avec le cuisinier vedette Nenad Mlinarevic, du tout proche Park Hotel de Vitznau, et qui est toujours prêt à se laisser inspirer par nos produits bio. Et en contrepartie nous sommes toujours prêts à étudier ses désirs et ses idées. Cela nous permet à tous les deux d'explorer nos limites et de créer des nouveautés comme par exemple nos «olives», en fait des cornouilles mises en conserve alors qu'elles ne sont pas encore mûres.

Nenad Mlinarevic a été élu Cuisinier Gault et Millau de l'année 2016. Ce qu'il dit, cuisine et mange aujourd'hui se trouve demain dans les magazines en papier glacé de notre pays et influence donc des milliers de consommatrices et de consommateurs qui ont un bon pouvoir d'achat. Le fait qu'il utilise des produits régionaux et bio est une chance pour le secteur bio.

Mais cette chance est méritée. On ne peut faire de la super qualité qu'avec des denrées exemptes de pesticides et produites sans engrais chimiques. Le vin suisse, de nombreuses dégustations à l'aveugle et les innombrables innovations de fermes biologiques suisses montrent que le bio est meilleur et obtient de meilleurs résultats sensoriels. Mais le goût et l'innovation ne sont pas les seuls points forts des paysannes et paysans bio. Les clients qui viennent à la ferme soulignent sans cesse qu'ils associent les produits bio avec une image dynamique, progressiste et moderne. Même les grandes banques achètent maintenant des produits bio comme cadeaux pour leurs clients – l'image positive du cadeau doit rejaillir sur celui qui l'offre.

Le mouvement bio devrait surfer davantage sur cette vague. Il devrait obtenir que des grands cuisiniers, des sportifs et d'autres personnages publics parlent en faveur du bio. Nous pourrions

tirer parti de cet immense potentiel en leur faisant dire ce qu'ils vivent déjà: qu'ils misent sur le bio parce que ces produits sont goûteux, contiennent moins de résidus et sont dans l'air du temps. Amener des personnalités comme Nenad Mlinarevic à le faire est une tâche que Bio Suisse devrait se donner pour les prochaines années.



Bruno Muff,  
Haldihof, Weggis LU

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs et vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis» à [redaktion@bioaktuell.ch](mailto:redaktion@bioaktuell.ch).

Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis» sont payées 150 francs.

# Lettres de lecteurs

## «Nous n'avions pas de loups quand on a écrit la Convention de Berne»

À propos du thème «Le loup en Suisse»

Totalement protégé en Europe par la Convention de Berne, le loup se propage librement. La France a maintenant environ 400 loups qui ont officiellement déchiqueté en 2016 plus de 10 000 animaux agricoles malgré une bonne protection des troupeaux. L'économie agricole et alpestre française basée sur les pâturages s'en trouve gravement menacée. Selon les chiffres officiels de l'autorité française DREAL, on compte quelque 6 600 animaux agricoles tués par année rien que dans la région PACA comprenant les Hautes-Alpes, les Alpes de Haute Provence et les Alpes Maritimes. Cela fait 22 animaux tués quotidiennement pendant 300 jours de pâturage.

La Suisse ne compte pour l'heure qu'une quarantaine de loups et encore peu d'attaques contre des animaux agricoles, mais elles augmentent dans tout le pays. Et les lobbyistes du loup veulent 300 loups pour la petite Suisse! Avec un taux de reproduction de 20 à 30 %, cela donnerait 60 à 90 loups de plus par année! L'histoire de l'humanité ne connaît pas d'exemple où le super-prédateur loup ait pu se développer librement dans les territoires utilisés par l'agriculture.

Pro Natura et le WWF prétendent que la cohabitation avec le loup fonctionne bien si les troupeaux sont bien protégés. Les Grisons et la Suisse ont encore peu de loups, beaucoup de gibier et donc peu d'attaques contre les animaux agricoles. Pro Natura et le WWF mésusent de cette réalité en l'utilisant comme preuve non scientifique du bon fonctionnement de la protection des troupeaux. Voici à ce sujet les chiffres de la DREAL pour les Alpes de Savoie: 85 % des attaques de loups sont dirigées contre des troupeaux ayant au moins deux mesures de protection (chiens de troupeaux, parcs de nuit et/ou berger).

Laurent Gardé, écologue et technicien pastoral au Centre d'Études et de Réalisations Pastorales Alpes Méditerranée (CERPAM), explique dans une interview qu'on trouve sur YouTube comment il obtient ce résultat. La Suisse est un pays alpin avec beaucoup d'élevage. La menace de notre culture pastorale millénaire par le loup est un thème que nous ne pouvons pas laisser aux seules organisations de protection de la nature qui agissent adroitement pour gagner à la cause du loup une population suisse à 84 % urbaine.

Devenons proactifs et faisons connaître à la population les très anciennes valeurs communes de l'économie agropastorale de notre pays. C'est elle qui a créé nos paysages tellement riches en biodiversité. Faisons connaître les merveilleux produits que sont le lait, le fromage et la bonne viande quand ils sont reliés au terroir historique du pays. Dans le but de ne pas mettre en danger l'héritage de nos ancêtres et notre économie alpestre, nous exigeons que la multiplication effrénée du loup puisse être limitée. Il faut pour cela, comme d'autres pays l'exigent aussi, renégocier la Convention de Berne. Car nous n'avions pas de problèmes de loups quand cette convention a été signée il y a 36 ans.

Georges Stoffel, Avers GR

## «Il n'y a pas de marché pour la nourriture transgénétique en Europe»

À propos du thème «Essais de dissémination de blé OGM»

Nous soussignés sommes des sélectionneurs suisses et allemands de céréales panifiables qui avons pris connaissance de manière critique de l'autorisation d'Agroscope de procéder sur le site de Reckenholz ZH à un essai de terrain avec du blé d'automne génétiquement modifié (GM) de l'IPK Gatersleben (D). La recherche officielle suisse et allemande sur la sélection forme la base de la sélection des plantes agricoles cultivées dans toute l'Europe centrale. Elle a donc une influence décisive sur les buts de sélection et le matériel de départ qui servira à développer les céréales du futur.

En tant que sélectionneurs de céréales nous posons la question de l'utilisation des fonds publics dans la recherche pour la sélection. Le blé est une des espèces cultivées les plus importantes avec une grande proportion d'investissements privés et publics dans la recherche et le développement. En Allemagne, 14,2 % des investissements privés pour la sélection végétale ont été attribués au blé en 2010. Les fonds publics pour la recherche pourraient alors être utilisés pour des buts de sélection économiquement moins intéressants – comme par exemple l'amélioration de la qualité nutritionnelle – ou pour des espèces moins courtisées comme les légumineuses.

Si cet essai se réalise, il devra tenir compte des aspects de la sécurité biologique en prenant les précautions les plus draconiennes. Notre pratique de la sélection nous a en effet montré et démontré que les contaminations par la fécondation externe peuvent apparaître en petite quantité tout en venant d'extrêmement loin. Elles peuvent rester invisibles et s'établir dans les filières de production agricole. Ce risque doit être pris en compte en établissant des périmètres de sécurité énormes et en prenant toutes sortes d'autres mesures de précaution.

Des facteurs sociaux importants s'opposent d'ailleurs aux cultures de plantes GM en Europe. C'est en effet à une majorité de 76 % que la population allemande s'est prononcée contre les aliments transgénétiques tandis qu'en Suisse 70 % des personnes interrogées dans le cadre d'un sondage représentatif perçoivent comme un danger l'ingérence de l'ingénierie génétique dans l'alimentation. Il n'y a pas de marché pour des denrées alimentaires à base de plantes transgénétiques en Europe.

Il y a par contre une forte demande pour des produits européens non transgénétiques. Ce marché ne doit en aucun cas être menacé par des contaminations. Or une grande partie des coûts de la garantie de l'absence de transgénisme est supportée par les producteurs. Puisqu'elles sont d'intérêt public, la sélection sans manipulations génétiques et la multiplication des semences devraient être considérées comme des tâches publiques et donc recevoir un soutien et un financement suffisants.

Forschung & Züchtung Dottenfelderhof, Bad Vilbel D; Getreidezüchtungsforschung Darzau, Dachau D; Getreidezüchtung Peter Kunz, Feldbach ZH; Keyserlingk-Institut, Salem D

La lettre complète est en allemand sur [www.bioaktuell.ch](http://www.bioaktuell.ch)